



S'attaquer à la finance, pas aux retraites !

« Nous attaquons les retraites », se vante Claude Guéant, le directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy, dans une interview donnée le 20 juin au *Financial Times*, le journal de la finance internationale (<http://www.ft.com/gueant>). Et ce n'est pas fini : il annonce encore 70 000 suppressions d'emplois publics en 2011 et 2012, et de nouvelles coupes budgétaires et sociales. « Nous devons en faire plus, beaucoup plus », dit-il !

Une réforme brutale et cynique

Report de l'âge légal à 62 ans, report de l'âge qui annule la décote à 67 ans, nouvel allongement de la durée de cotisation, attaque contre les fonctionnaires, et des « compensations » qui sont dérisoires, voire une véritable provocation comme cette « reconnaissance » de la pénibilité limitée aux malades atteints d'un taux d'invalidité de 20 % !

La réforme conduite par le Medef et Bercy est brutale, elle s'ajoute aux effets dévastateurs des réformes précédentes. Toutes organisent la baisse du niveau de vie relatif des retraités, minent la confiance dans les régimes solidaires par répartition, et préparent le terrain pour le développement de l'épargne-retraite en capitalisation. Elle est même une des plus brutales d'Europe. Les reports d'âge se feront à un rythme beaucoup plus rapide qu'en Allemagne, qu'en Espagne... Aucun État, sauf la Grèce, n'a joué simultanément sur tous ces leviers de dégradation.

Une réforme pour calmer les spéculateurs

Rien à voir avec la démographie, tout à voir avec leur volonté de nous faire payer leur crise. Le gouvernement, obsédé par son image auprès des marchés financiers, suit la politique déflationniste adoptée par la plupart des gouvernements en Europe. Il veut conserver la note AAA (« bon payeur » !) des agences de notation financière et rendre crédible l'objectif sans précédent de réduire le déficit de 8,5 % du PIB aujourd'hui à 3 % en 2013.

Une réforme injuste et irresponsable, qui en annonce d'autres

Le gouvernement prétend être juste : mais il s'attaque aux catégories les plus précaires (ouvriers, femmes...), qui supporteront l'essentiel de l'effort. La contribution demandée aux hauts revenus, au capital et aux entreprises représente à peine 10 % du besoin de financement, et moins que ce qui est demandé aux fonctionnaires ! 85 % du coût de la réforme sont payés par les salariés.

Le gouvernement prétend être responsable : mais avec ses homologues européens et le FMI, il adopte une politique économique et sociale irresponsable qui va aggraver la crise, le chômage, la précarité... et donc les déficits publics ! Il faudra bientôt taper encore plus fort, toujours pour rassurer les rentiers. Tant pis pour les urgences sociales et écologiques, de plus en plus angoissantes mais totalement laissées pour compte.

De l'argent, il y en a pourtant ailleurs que dans la poche des retraités

Le déficit des retraites s'élève à 30 milliards en 2010 mais il y a...

- 30 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales par an qui n'ont servi à rien ;
- 70 milliards de niches fiscales par an ;
- 24 milliards de baisses d'impôts pour les contribuables aisés depuis 2000 ;
- 83 milliards d'euros de dividendes nets perçus par les actionnaires en 2008...

Désarmer les marchés financiers : on commence quand ?

Presque deux ans après l'explosion de la crise financière, alors que la spéculation ravage la zone euro et pousse à l'austérité généralisée, aucune mesure sérieuse n'a été prise pour dégonfler le pouvoir de nuisance de la finance. Ce week-end, l'Union européenne va demander au G20 de Toronto d'« explorer » la possibilité d'une taxe sur les transactions financières ! Nicolas Sarkozy s'est déclaré prêt, avec Angela Merkel à, « envisager sa mise en place, même si tel ou tel grand acteur ne la voulait pas ». Ce double langage est insupportable, alors que le président gouverne tous les jours pour les marchés. À nous d'imposer, par la mobilisation de l'ensemble de la société, le respect des droits sociaux et le désarmement de la finance.

Pour commencer, soumettons à cotisation pour les retraites tous les revenus de la propriété et du capital versés par les entreprises aux actionnaires, créanciers et autres propriétaires. L'économie ne sera pas affaiblie mais au contraire renforcée afin de préparer l'avenir.